

Le secteur de l'aquaculture en République démocratique du Congo

Résumé de la recherche

Avril 2019

Pays

République Démocratique
du Congo

Auteur

Aide à la prise de décision

Ceci est le résumé d'un document de recherche soumis pour le programme de développement du secteur privé du ministère britannique du Développement international (DFID) en République démocratique du Congo (RDC). L'Unité d'aide à la décision (DSU) du programme publie actuellement une série de documents de recherche, des résumés de recherche et des « notes d'apprentissage » afin de partager des données et aider toute personne travaillant sur des projets similaires. **Inscrivez-vous à notre liste de diffusion <http://bit.ly/DSUsignup>**

Introduction et vue d'ensemble

Ceci est le résumé d'une « évaluation rapide » du secteur de l'aquaculture en RDC entreprise pour le programme de développement du secteur privé de DFID en RDC. L'étude vise à décrire la structure du secteur et évalue son éventuelle valeur en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la nutrition parmi la population pauvre du pays. Elle met en lumière les implications pour les acteurs qui cherchent à soutenir le développement d'un système de marché aquacole durable en RDC.

Selon les sources du rapport, la production de poisson en RDC est en déclin. La contribution globale actuelle de l'aquaculture au volume total de poissons consommés est marginale¹. La demande est de plus en plus satisfaite (bien qu'elle ne soit sans doute pas totale sur l'intégralité des marchés) par de grandes quantités de poisson importées de Chine et de l'Afrique de l'Est.

Toutefois, l'étude indique que la forte demande de poisson en RDC, soutenue par une population croissante et une richesse suffisante dans les régions clés, laisse à penser que les opportunités de développement pour l'aquaculture sont florissantes. Cela permettrait d'améliorer la sécurité alimentaire dans un pays où plus de 13 millions de personnes sont actuellement considérées comme « en situation d'insécurité alimentaire grave »².

Le document décrit les possibilités de développement de l'aquaculture à Kinshasa ainsi que dans le Nord et le Sud-Kivu, où se trouve la plus grosse partie de l'activité aquacole existante. Elle étudie également les possibilités présentes dans le Tanganyika.

La version complète du rapport peut être téléchargée à l'adresse ci-après : <http://bit.ly/DRCaquaculture>.

¹ Breuil, C. et Grima, D. (2014) 'Baseline Report DR Congo'. Programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien, composante FAO de la gestion des pêches, Ebene, Maurice.

² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2018) « République démocratique du Congo : Rapport de situation, octobre 2018 ». Disponible à l'adresse suivante : www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1156574/

Résumé des conclusions

Caractéristiques du secteur aquacole en RDC

En RDC, la pisciculture est en grande partie informelle et intégrée aux autres activités génératrices de revenus. Il s'agit le plus souvent d'une activité secondaire exercée par les petits exploitants dont l'activité principale est d'élever du bétail ou de cultiver la terre.

Le secteur ne dispose pas encore de l'organisation et des investissements nécessaires pour augmenter sensiblement sa production. L'acquisition d'une quantité et d'une qualité constantes d'intrants, en particulier d'aliments et d'alevins (jeunes poissons, surtout de moins d'un an, et de la taille d'un doigt humain), est en tête de liste des défis à relever.

Cependant, compte tenu de l'immensité du pays, certaines caractéristiques sont spécifiques à chaque région :

- Le Nord et le Sud-Kivu sont fortement influencés par les chaînes d'approvisionnement et les sources de connaissances de l'Afrique de l'Est, l'importation d'intrants et des poissons d'élevage d'Afrique de l'Est et d'Asie. Cela contribue à une production efficace et à un accès au marché pour les consommateurs.
- La structure industrielle de Kinshasa est assez différente. La région s'est dotée d'importantes fermes qui se sont regroupées sous forme de coopératives. L'accès à l'alimentation et à l'équipement reste toutefois limité. Kinshasa possède son propre marché, même si celui-ci manque de structure.
- La production aquacole du Tanganyika est très limitée et semble dépendre davantage de la pêche sauvage (et des poissons importés).

Renforcement des capacités

Le Service national d'aquaculture (SENAQUA) du gouvernement n'a pas les capacités et le financement suffisants pour fournir des services efficaces au-delà de la conformité et des services de base.

Il se trouve que c'est l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) qui fournit la majorité de l'aide (notamment dans la vulgarisation de l'activité et la fourniture d'alevins). Le SENQUA, quant à lui, concentre ses ressources sur les activités principales du secteur. L'IITA dispose d'un bureau à Kalambo, en-dehors de Bukavu, et d'un bureau à Kinshasa.

Renforcer les capacités du secteur public à fournir des conseils et une aide de circonstance aux acteurs des petites et grandes industries sera essentiel pour s'assurer que les connaissances techniques et les services de vulgarisation nécessaires au développement du secteur sont en place. À terme, cela doit permettre de renforcer les capacités des pisciculteurs, car leurs connaissances et l'aide dont ils disposent sont limités et ils se retrouvent très souvent en train de créer eux-mêmes leurs propres méthodes.

Alimentation

L'approvisionnement en nourriture pour animaux est essentiel pour une pisciculture de haute qualité et constitue le facteur le plus important limitant le potentiel du secteur aquacole en RDC.

Aucun transformateur n'est disponible pour produire des aliments pour animaux à des fins commerciales en RDC. Certaines exploitations tentent de produire leurs propres aliments, mais ont du mal à trouver la bonne qualité et combinaison d'ingrédients, ce qui signifie que des volumes fiables à l'échelle ne sont pas disponibles et limiteront considérablement le développement du secteur. La base de l'alimentation dédiée reste donc très médiocre ; il s'agit souvent d'une combinaison de deux ou trois ingrédients, par exemple le son de riz et le maïs. Lorsque les aliments locaux sont utilisés, cela compromet considérablement la productivité.

Les données disponibles dans l'ensemble des régions indiquent que même si elle est exploitée à plus grande échelle et avec davantage de capacité, une stratégie reposant sur la production locale d'aliments pour le bétail à court et à moyen terme pourrait présenter des risques importants pour la croissance efficace du secteur. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, toute augmentation de la productivité du secteur est liée à la disponibilité d'aliments de qualité et abordables en provenance d'Afrique australe et orientale.

Production d'alevins par les écloséries

L'infrastructure permettant de produire de jeunes poissons « semenciers » et de les distribuer aux agriculteurs n'est pas efficace. Le SENAQUA ne dispose que d'une station de reproduction près de Bukavu. Celle-ci est chargée de fournir les alevins aux Kivus. Toutefois, celle-ci est rarement opérationnelle dû à un manque de financement et problèmes d'électricité. Bien que l'importation de poisson vivant soit contraire aux réglementations commerciales en vigueur, les pisciculteurs de cette région importent des semences d'Ouganda et du Rwanda. À Kinshasa, le gouvernement soutient la production d'alevins de poisson-chat et de tilapia par le biais d'une éclosérie construite en 2013, qui vise à cultiver, produire et distribuer gratuitement 1 million d'alevins aux agriculteurs. Cependant, les agriculteurs ne sont pas encore bien informés de cette offre et à ce jour, seule la moitié du nombre prévu d'alevins a été produite. Toutefois, la plupart des alevins de tilapia que l'on trouve à Kinshasa proviennent de Zambie, de Belgique et d'Ouganda.

Impacts favorables sur les personnes pauvres

Les avantages économiques de la pisciculture sont déterminés par la propriété de la terre qui favorise les hommes d'âge mûr, les femmes occupant plutôt des fonctions commerciales et les enfants et les jeunes étant employés comme ouvriers.

La participation des enfants et des jeunes à l'aquaculture, particulièrement de façon informelle en tant que travail en famille non rémunéré, soulève des questions au sujet du travail des enfants. Toutefois, certaines activités agricoles pratiquées dans le cadre d'une ferme familiale peuvent être compatibles avec des compétences d'apprentissage et de développement³.

³ www.ilo.org/ipec/facts/lang-en/index.htm

Bien que la pisciculture à petite échelle puisse améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à des fins de subsistance, l'accès à la terre et aux compétences est un réel obstacle pour les plus pauvres. Soutenir la pisciculture à petite échelle créera des emplois occasionnels pour les jeunes, ainsi que des opportunités pour les femmes commerçantes. Toutefois, le soutien requis se situerait à un niveau pré-commercial et ne serait donc pas entièrement compatible avec la logique d'intervention d'un programme sur les systèmes des marchés. En revanche, l'élevage pratiqué dans les cages à grande échelle ainsi que la pisciculture en étang sont plus accessibles aux consommateurs les plus pauvres et peuvent être une source d'emploi pour des centaines de travailleurs.

Développement du marché

L'aide aux producteurs des fermes aquacoles d'élevage et en étang de taille moyenne, en particulier autour des zones où la demande du marché pour le poisson est élevée (Kinshasa, Goma et Lubumbashi), peut potentiellement générer de bons rendements et d'importantes opportunités d'emploi. Les routes commerciales sont essentielles au développement du secteur ; l'accès à Goma et à Bukavu pour accéder à une alimentation de qualité est crucial pour le développement commercial dans les Kivus. Éliminer la barrière commerciale adossée à l'alimentation et autres intrants paraît essentiel pour soutenir les institutions. Pour Kinshasa, le potentiel de croissance semble élevé, mais le développement des réseaux de distribution à grande échelle au-delà des ventes locales ou des marchés ouverts paraît compliqué.



Photos credited to Andrew Parker, Imani Development

Conclusions et recommandations

Les opportunités de développement de l'aquaculture en RDC sont prometteuses. Pour espérer améliorer la production, un investissement à long terme à tous les niveaux paraît essentiel. Il s'agit notamment du commerce dédié à la production d'aliments pour animaux, des services d'aide (publics et privés) notamment en matière de recherche et développement, d'éducation et de formation, mais également des services de vulgarisation.

Tout développement commercial dans le secteur de l'aquaculture dans les Kivus devrait se concentrer sur la viabilité de l'élevage en cages ou en étang à grande échelle par le biais d'intrants de qualité irréprochable provenant souvent ou passant par l'Afrique de l'Est.

Le développement des systèmes des marchés dans la région de Kinshasa devrait être axé sur l'amélioration de la chaîne du froid et de l'accès au marché. Une collaboration entre les producteurs est souhaitable. Cela permettrait notamment d'importer des aliments de bonne qualité et d'obtenir de meilleurs rendements pour être compétitifs sur le marché du poisson.

La capacité de la pisciculture au Tanganyika semble très mince. Cela nécessiterait des investissements pré-commerciaux (c'est-à-dire des investissements difficiles à obtenir s'ils proviennent uniquement du secteur privé). Les défis communs à l'ensemble du pays indiquent plusieurs domaines d'intervention essentiels :

1. **L'alimentation est la priorité principale.** L'alimentation de qualité inférieure constitue actuellement un obstacle majeur à la croissance du secteur. Améliorer la capacité de production locale d'aliments pour animaux semble possible sur le long terme. Des progrès et des économies d'échelle ont été réalisés à Kinshasa, mais dans les conditions actuelles, assurer l'approvisionnement en aliments importés de bonne qualité offre de bien meilleures perspectives.
2. **Soutenir l'achat groupé d'aliments** peut être un moyen de sécuriser cet approvisionnement. Les filières d'approvisionnement varient d'une région à une autre. Toutefois, toutes les régions semblent bénéficier de **l'association de coopératives organisées et d'importateurs d'aliments pour animaux**. Une telle étape impliquerait des coûts de coordination, mais devrait être commercialement réalisable.
3. Les services de vulgarisation et le transfert de connaissances sont nécessaires pour aider les différents acteurs qui manquent de conseils et de soutien. Ils sont contraints de trouver des solutions adéquates et coûteuses pour réduire les risques liés à leurs activités aquacoles. Parmi les différents axes d'amélioration, il faudrait

notamment inciter les pisciculteurs à travailler en regroupements et augmenter le nombre de pisciculteurs référents dans certaines régions afin d'enseigner leur métier aux autres.

4. La disponibilité des **alevins de qualité** est un problème permanent. Alors que de nouvelles écloséries sont en cours de développement au Sud-Kivu et à Kinshasa, leur seuil de rentabilité prendra un certain temps et leur portée géographique dans les zones rurales et autres régions paraît très limitée. Par ailleurs, pour que l'impact soit réel, les usines et la distribution devront être gérées de manière rigoureuse. Sur le moyen et le long terme, ces coûts devront être pris en charge par les agriculteurs à des fins commerciales, cela permettrait notamment d'intégrer l'approvisionnement d'alevins de bonne qualité dans le modèle commercial.
5. Afin de tirer pleinement parti des avantages d'une meilleure offre d'alevins, les services de vulgarisation devront être renforcés. Une première étape consisterait à **renforcer les capacités du** personnel du SENAQUA qui, avec leurs connaissances techniques limitées, sont eux-mêmes mal équipés et ne disposent pas de ressources suffisantes pour soutenir les petits exploitants et l'industrie formelle à mesure de son développement.
6. Les actions menées **pour l'aquaculture devraient soutenir les industries qui renforceront les chaînes de valeur de l'alimentation** pour animaux (l'alimentation pour les poules, par exemple), s'articulant avec d'autres programmes de capacité agricole (c'est-à-dire des industries proches où des investissements ciblés entraîneront des avantages mutuels, augmentant la capacité des secteurs et industries complémentaires au-delà de ce qui serait réalisable individuellement par chacun d'eux). **L'intégration avec d'autres industries** agro-industrielles permettrait de renforcer les capacités dans les activités à valeur ajoutée ainsi que dans la production primaire.



Photos credited to Andrew Parker, Imani Development

À propos de Oxford Policy Management

Oxford Policy Management s'est engagé à aider les pays à revenu faible et intermédiaire à atteindre la croissance et à réduire la pauvreté et les désavantages par le biais d'une réforme des politiques publiques. Nous souhaitons apporter des changements positifs durables en faisant appel à des compétences analytiques et pratiques en matière de politiques. Grâce à notre réseau mondial de bureaux, nous travaillons en partenariat avec les décideurs nationaux pour rechercher, concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques publiques efficaces. Nous travaillons dans tous les domaines de la politique sociale et économique et de la gouvernance, y compris la santé, les finances, l'éducation, le changement climatique et la gestion du secteur public. Nous nous appuyons sur nos experts locaux et internationaux pour fournir le meilleur soutien possible en fonction de preuves établies..

Lire la suite

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur notre site: www.opml.co.uk

Ou par courriel : admin@opml.co.uk

    OPMglobal



Oxford Policy Management Limited

Enregistré en Angleterre : 3122495

Siège social : Clarendon House, Level 3,
52 Cornmarket Street, Oxford, OX1 3HJ,
Royaume-Uni